L'Asie du Sud-Est et les sièges régionaux : conséquences pratiques

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Pour les groupes qui établissent un siège régional

Un groupe qui établit un siège régional à Singapour doit aborder cette décision comme une combinaison de choix opérationnels, juridiques et fiscaux. Les fonctions implantées à Singapour déterminent les incitations accessibles, la situation conventionnelle de la société holding et l'exposition du groupe au droit singapourien. L'impôt minimum mondial a réduit l'intérêt des taux préférentiels pour les grands groupes, tandis que les subventions, les crédits d'impôt remboursables et la qualité de l'environnement local ont gagné en importance. Les groupes situés sous le seuil de chiffre d'affaires de l'impôt minimum restent éligibles aux avantages traditionnels.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Pour les investisseurs dans la région

Les investisseurs qui utilisent Singapour comme base pour investir dans la région ont intérêt à organiser leur protection dès le départ. Le choix de la société holding, le droit applicable aux contrats, la clause d'arbitrage et le traité d'investissement applicable déterminent tous les recours disponibles si l'investissement échoue. Ces choix sont difficiles à corriger une fois le différend né.

Liste de contrôle pour les affaires régionales depuis Singapour

- Définir les fonctions de l'entité singapourienne (direction, trésorerie, achats, propriété intellectuelle, holding) et documenter le lieu où les décisions sont prises.
- Vérifier l'éligibilité aux incitations et leur articulation avec l'impôt minimum mondial, en particulier pour les groupes dont le chiffre d'affaires consolidé dépasse 750 millions d'euros.
- Examiner la convention fiscale entre Singapour et chaque État d'accueil, y compris les taux de retenue à la source et le critère de l'objet principal introduit par l'instrument multilatéral.
- Identifier le traité d'investissement ou l'accord de libre-échange qui protège chaque investissement, vérifier qu'il reste en vigueur et contrôler sa définition de l'investisseur et de l'investissement.
- Analyser les règles sur la détention étrangère, les exigences de licence et les restrictions foncières de chaque pays d'accueil, et éviter les structures de prête-noms contraires au droit local.
- Choisir le droit singapourien et un arbitrage ayant son siège à Singapour pour les contrats de coentreprise et les pactes d'actionnaires lorsque le cocontractant les accepte, et envisager des clauses de médiation.
- Gérer le risque de change de manière centralisée et surveiller les règles de convertibilité et de transfert de chaque pays.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

- Appliquer une due diligence anticorruption et anti-blanchiment aux partenaires, agents, distributeurs et bailleurs, en prêtant une attention particulière aux listes de sanctions et aux liens avec des opérations d'escroquerie.
- Se préparer aux changements politiques par la planification de scénarios, une assurance contre le risque politique lorsqu'elle est disponible et des protections contractuelles telles que des clauses de stabilisation et de résiliation.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com